La société civile dénonce la politisation du conseil de quartiers

écrit par GuineePolitique© | 17 novembre 2016

L’accord du 12 octobre 2016 ne cesse de susciter des interrogations et des oppositions.

Après le *front national de défense des droits des citoyens* une plateforme des partis politiques et des activistes de la société civile, qui s’insurge contre cette disposition de l’accord qui mentionne la désignation des membres de conseils de quartiers et de districts lors des élections communales et communautaires de 2017, le Conseil national des organisations de la société civile pour la démocratie et le développement de la Guinée (CNOSC-DDG) président par Salmana Diallo dénonce à son tour cette volonté de politisation des quartiers et districts. Pour cet activiste de la société civile, favorable au couplage de ces élections, compte intensifier les plaidoyers auprès des acteurs notamment des députés qui doivent se prononcer sur ces dispositions de l’accord.

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com